CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	**Mission d'expertise court terme – Appui scientifique et méthodologique à l'animation du séminaire national du Projet Recherche Maroc**
Thématique d'expertise	**Axe 3. Droits humains, enjeux sociaux et de santé, gouvernance et démocratie**
Bénéficiaire(s)	Projet « Appui à des partenariats nouveaux entre le monde de la recherche et la société civile au Maroc »
Pays	Maroc
Durée totale des jours prévus	**7 jours d'expertise**

II. Contexte et justification du besoin

Contexte

Le Maroc est une monarchie parlementaire engagée depuis plus d'une décennie dans un processus de réformes politiques et institutionnelles visant à renforcer l'État de droit, la participation citoyenne et l'efficacité de l'action publique. Depuis l'adoption de la Constitution de 2011, le Maroc a renforcé le rôle de la société civile dans la vie publique et favorisé l'émergence d'un tissu associatif dynamique, appelé à contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques. Parallèlement, le pays dispose d'un écosystème de recherche structuré et reconnu, composé de centres de recherche, de laboratoires universitaires et de Think Tanks produisant des savoirs de qualité. Toutefois, les interactions entre ces deux sphères demeurent limitées et insuffisamment structurées, ce qui freine la circulation des connaissances scientifiques dans l'espace public et affaiblit la capacité des organisations de la société civile à fonder leurs actions de plaidoyer sur des données probantes. Cette faible articulation entre recherche et action collective limite la qualité du débat démocratique et l'effectivité de la participation citoyenne, alors même que le Maroc fait face à des défis économiques, sociaux et environnementaux majeurs. Dans ce contexte, le renforcement des partenariats entre le monde de la recherche et la société civile apparaît comme un levier essentiel pour améliorer la compréhension des enjeux de politiques publiques et promouvoir une action publique plus inclusive, informée et efficace.

Partenariat UE–Maroc

Le projet s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Royaume du Maroc, fondé sur une convergence des valeurs, le renforcement de l'État de droit et la promotion d'un développement économique et social inclusif et durable. À travers différents programmes d'appui, l'Union européenne accompagne depuis plusieurs années le renforcement des capacités du monde associatif marocain et la promotion de la participation citoyenne.

Au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, et dans le cadre des priorités de coopération citées plus haut, l'Union européenne finance un projet visant à **« Renforcer l'efficacité de l'action publique à travers une meilleure coordination, implication et efficacité du monde associatif et des partenariats innovants »** pour un montant de 10 M€ au total, sur la période 2026-2028.

Dans ce cadre, la Délégation de l'Union Européenne (DUE) au Maroc délègue la gestion de l'objectif spécifique 3 (OS3) de ce projet à Expertise France pour un budget d'1,5 M€ sur une période de 36 mois.

Cet OS3 vise à « Soutenir des partenariats nouveaux dans les domaines de la recherche et de l'innovation entre la société civile et les centres de recherche à même de rehausser la crédibilité des actions de plaidoyer et la qualité de la participation de la société civile aux cycles des politiques publiques ».

Projet « Appui à des partenariats nouveaux entre le monde de la recherche et la société civile au Maroc »

Le projet a pour objectif général de contribuer à l'amélioration de la qualité du cycle des politiques publiques au Maroc en renforçant le débat démocratique par une meilleure dissémination de la connaissance scientifique au sein de la société civile. Il repose sur une théorie du changement fondée sur la création d'un continuum entre recherche, plaidoyer et action publique. L'hypothèse centrale est que le renforcement des capacités des Structures Productrices de Savoirs (SPS), combiné à la mise en place de partenariats innovants et structurés avec les organisations de la société civile, permettra d'améliorer la qualité des analyses mobilisées dans le débat public et de favoriser une participation citoyenne plus informée et plus efficace.

Le projet cible en priorité les SPS, qu'il s'agisse de centres de recherche publics, de laboratoires universitaires ou de Think Tanks indépendants, tout en associant étroitement les organisations de la société civile actives dans le plaidoyer comme bénéficiaires indirectes. Il vise à décloisonner durablement ces deux univers en valorisant la recherche scientifique comme un outil au service de l'intérêt général et de la démocratie participative, tout en garantissant l'indépendance et la rigueur des travaux de recherche.

Pour atteindre ces objectifs, le projet s'articule autour de trois composantes complémentaires.

- **Composante 1 – Renforcement des capacités des SPS.** Cette composante vise à accompagner les structures productrices de savoirs dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles, stratégiques et opérationnelles afin d'améliorer la qualité, la pertinence et l'impact de leurs travaux sur les politiques publiques. Elle comprend notamment des diagnostics institutionnels, l'élaboration de plans de développement organisationnel, ainsi que des actions d'accompagnement ciblées portant sur la gouvernance, la stratégie, la gestion administrative et financière, et le positionnement des SPS dans le débat public.
- **Composante 2 – Appui à la production de savoirs à travers des projets de recherche-action.** Cette composante met en place un système de subvention type « guichet », destiné à financer des projets de recherche-action portés par une ou plusieurs structures productrices de savoirs en partenariat avec des organisations de la société civile actives dans le plaidoyer. Elle a pour objectif de favoriser la coproduction de connaissances scientifiques directement mobilisables pour l'action, le plaidoyer et la formulation de politiques publiques, en s'appuyant sur des thématiques prioritaires de la coopération UE–Maroc et sur une approche expérimentale permettant de tester des solutions concrètes et reproductibles.
- **Composante 3 – Valorisation et diffusion de la recherche scientifique au service de la démocratie participative.** Cette composante vise à renforcer la visibilité, l'accessibilité et l'appropriation des résultats de la recherche par la société civile, les citoyens et les décideurs publics. Elle soutient la mise en place d'outils et d'actions de diffusion, de communication et

de capitalisation des connaissances produites, afin d'alimenter le débat public, d'améliorer la qualité du plaidoyer associatif et de favoriser une participation citoyenne plus informée et plus active aux cycles des politiques publiques.

En favorisant l'intelligence collective, l'ancrage territorial et les synergies avec les autres initiatives européennes et nationales, le projet ambitionne de créer des dynamiques durables entre recherche et société civile, contribuant ainsi à une action publique plus efficace, plus transparente et plus légitime au service du développement du Maroc.

2. Justification de la mission

Dans sa phase de lancement, le projet s'est appuyé sur **les travaux de cartographie initiale des centres de recherche et *think tanks* mandatés par l'Union européenne** avec l'appui de l'assistance technique NIRAS. Ces travaux ont constitué une première base de connaissance de l'écosystème national de recherche et de production de savoirs. Ces travaux ont été prolongés par un diagnostic des structures productrices de savoirs (SPS), visant à approfondir la connaissance de cet écosystème, notamment au niveau des territoires, à identifier les dynamiques existantes de production et de coproduction de connaissances, ainsi que les enjeux et les conditions de développement de partenariats entre chercheurs, et acteurs de la société civile.

En continuité et en complémentarité avec cette démarche, trois ateliers régionaux ont été organisés à Mohammedia, Fès et Marrakech, réunissant des représentants du monde universitaire, des SPS, des organisations de la société civile et d'autres acteurs du développement territorial. Ces rencontres ont permis de croiser les regards, de saisir les dynamiques territoriales de coopération, les besoins exprimés par les acteurs et les freins rencontrés, tout en amorçant une dynamique d'interconnaissance et de mise en réseau. Elles ont également permis d'identifier plusieurs enjeux communs, notamment la nécessité de renforcer les collaborations entre recherche et société civile, de favoriser la reconnaissance de savoirs pluriels et de développer des démarches de recherche participative davantage ancrées dans les réalités territoriales.

Le séminaire national s'inscrit dans le prolongement de ces différentes étapes. Il sera organisé les **13 et 14 novembre 2026 à Rabat**, autour d'un fil conducteur : *« Des dynamiques régionales aux communautés plurielles de savoirs : les recherches participatives, un levier pour renforcer les partenariats entre recherche et société civile au Maroc ».*

Le séminaire vise à restituer les principaux enseignements des ateliers régionaux, à mettre en discussion les enjeux de production et de circulation des connaissances, à présenter le guichet de financement et à favoriser l'émergence de projets partenariaux de recherche-action participative.

Au-delà de ces premiers enjeux, le séminaire vise à ouvrir un espace de réflexion et de travail collectif autour de la **problématisation et du cadrage scientifique des enjeux identifiés dans les territoires**. Il s'agira d'accompagner les acteurs dans la formulation et l'affinement de questions de recherche, et l'exploration d'approches méthodologiques situées, adaptées aux réalités des territoires et à la pluralité des savoirs mobilisés. Ces travaux devront également permettre de dégager des pistes de réflexion et de coopération susceptibles d'alimenter la structuration progressive de communautés plurielles de savoirs.

Pour accompagner cette démarche, Expertise France souhaite mobiliser **quatre experts thématiques**, disposant d'une expertise scientifique confirmée et d'une expérience dans l'animation de démarches collectives et participatives.

Leur contribution devra permettre d'articuler les enjeux propres à chaque champ thématique avec les questions de production de connaissances, de recherche participative et de politiques publiques.

III. Objectifs et résultats poursuivis

1. Objectif général

Contribuer à l'animation scientifique et méthodologique des travaux du séminaire national du projet Recherche Maroc, favorisant l'émergence de projets de recherche-action participative et le développement de coopérations entre acteurs de la recherche, société civile et action publique.

2. Objectifs spécifiques

- Contribuer à la mise en débat des enjeux de production de connaissances dans les champs thématiques identifiés, en interrogeant leur articulation avec les politiques publiques.
- Accompagner les ateliers de co-construction en appuyant le processus de problématisation et la facilitation du dialogue entre savoirs scientifiques, professionnels, associatifs et expérientiels.
- Appuyer la mise en contexte des problématiques prioritaires identifiées, les acteurs et les pistes de coopération susceptibles de nourrir des projets partenariaux.
- Contribuer à la capitalisation des échanges et à l'identification de perspectives pour la constitution de communautés thématiques de savoirs croisés.

3. Résultats attendus

- Les enjeux de production et de mobilisation des connaissances dans les différents champs thématiques sont mis en discussion.
- Les participants disposent d'un accompagnement scientifique et méthodologique pour préciser leurs idées de projets et identifier des collaborations possibles.
- Les principaux enseignements des ateliers sont documentés et capitalisés selon une trame commune.
- Des pistes de coopération et de mise en réseau sont identifiées pour nourrir les prochaines étapes du projet.

IV. Champs thématiques d'expertise

L'expert mobilisé interviendra dans l'axe thématique suivant :

Axe 3. Droits humains, enjeux sociaux et de santé, gouvernance et démocratie

Cet axe recoupe les questions liées aux droits humains, à la citoyenneté, aux inégalités sociales et de santé, mais également les enjeux de gouvernance territoriale, de démocratie participative, de participation citoyenne, en articulation avec les dynamiques de plaidoyer autour des politiques publiques afférentes.

Trois autres axes sont également visés à savoir :

Axe 1. Entrepreneuriat, emploi et économie sociale et solidaire

Cet axe englobe les questions en lien avec les transformations économiques et sociales, les enjeux liés à l'emploi et à l'insertion professionnelle. Une expertise scientifique sur les dynamiques renouvelées de l'entrepreneuriat et de l'économie sociale et solidaire à articuler au développement territorial et à la définition des politiques publiques.

Axe 2. Agriculture, environnement et développement durable

Cet axe regroupe les questions en lien avec les transformations agricoles et rurales, les enjeux agroécologiques, de transition environnementale, mais également les enjeux portant sur l'adaptation et/ou l'atténuation des effets du changement climatique, la gestion des ressources naturelles et le développement durable des territoires.

Axe 4. Culture, mémoires, éducation et inclusion

Cet axe recoupe les pratiques culturelles, les questions liées au patrimoine et eux enjeux mémoriels, l'éducation, l'inclusion sociale, et l'accès aux savoirs. Une maitrise scientifique des approches méthodologiques participatives notamment en recherche-création et/ou en valorisation des connaissances et politiques culturelles et éducatives.

Ces champs thématiques constituent des entrées de travail complémentaires et non exclusives, en cohérence avec le règlement du guichet de subventions qui reste ouvert à d'autres thématiques.

Les experts seront invités à privilégier une lecture transversale des enjeux, en portant une attention particulière i) aux conditions de production, de reconnaissance, de mobilisation des savoirs dans leur domaine mais également des ii) enjeux de diffusion, de médiation scientifique et d'articulation avec les politiques publiques.

Les axes genre et jeunesse revêtent également une dimension transversale à prendre en compte par les experts lors de leurs interventions.

III. Description de la mission

1) Activités

1.1 Préparation scientifique et méthodologique – 2,5 jours

En amont du séminaire, chaque chercheur.e expert.e sera chargé.e de :

- Prendre connaissance des documents de cadrage du projet, des enseignements des ateliers régionaux et du préprogramme du séminaire.
- Proposer une intervention scientifique portant sur les enjeux de production de connaissances en lien avec un des axes thématiques de votre expertise, leur articulation avec les politiques publiques et les perspectives potentielles des démarches de recherche-action participative.

  **Une brève rétrospective sociohistorique du contexte marocain serait fortement appréciée et permettrait d'ancrer les échanges et les travaux qui en découlent.*

- Identifier des problématiques, travaux de recherche et expériences susceptibles de nourrir les échanges.
- Participer à une réunion de coordination avec l'équipe du projet ainsi qu'à un temps de concertation avec les autres experts, afin d'assurer la complémentarité et la cohérence des interventions.
- Contribuer à l'élaboration d'une trame méthodologique commune pour l'animation et la capitalisation des ateliers.

1.2 Participation au séminaire national – 2 jours

a. Contribution scientifique et mise en débat

Chaque expert assurera une intervention scientifique en lien avec son champ d'expertise, destinée à ouvrir la discussion sur les enjeux de production de connaissances et leur articulation avec les politiques publiques.

Cette contribution devra notamment permettre d'interroger les savoirs existants, les problématiques émergentes, les besoins de recherche et d'explorer, *in fine,* les conditions et prérequis d'une coopération effective entre chercheurs et organisations de la société civile.

Le format et le positionnement de ces interventions dans le programme définitif seront précisés en concertation avec l'équipe du projet

b. Appui à l'animation des ateliers de co-construction

En coordination avec l'équipe projet, les chercheur.e.s expert.e.s contribueront à :

- Animer et faciliter les échanges entre les participants autour des enjeux thématiques.
- Accompagner l'identification et l'affinement des questions/ problématiques de recherche en tenant compte de la logique des trois lots du guichet (i) amorçage, ii) déploiement iii) valorisation des projets de recherche-action participative.
- Favoriser le croisement des savoirs notamment la prise en compte des travaux antérieurs, la formulation partagée des problématiques et la prise en compte des enjeux de diffusion et de valorisation dans la réflexion.
- Appui à l'identification des acteurs, les compétences et les partenariats susceptibles d'être mobilisés.
- Contribuer à la restitution croisée des ateliers et à l'identification de perspectives de coopération.

L'accompagnement proposé visera à soutenir les démarches de co-construction des participants, sans se substituer à leur rôle dans la définition des projets.

1.3 Capitalisation et restitution – 2,5 jours

À l'issue du séminaire, les chercheur.e.s expert.e.s seront chargé.e.s de :

- Rédiger un compte rendu analytique des travaux de l'atelier accompagné, sur la base d'une trame commune définie avec la coordination technique.
- Faire ressortir les principales problématiques identifiées, les propositions de recherche, les acteurs mobilisés et les pistes de coopération.
- Formuler des recommandations concernant les besoins d'accompagnement et les perspectives de structuration de communautés de savoirs croisés.
- Participer à un temps collectif de débriefing et de restitution avec l'équipe du projet et les autres experts, afin de mettre en cohérence les enseignements des différents ateliers.

2) Livrables attendus

Livrable	Échéance
1. Trame ou support de l'intervention scientifique, accompagné des principaux questionnements proposés	En amont du séminaire **T0+2,5 jours**
2. Intervention scientifique et appui à l'animation des ateliers	13 et 14 novembre 2026 (à confirmer) **T0+4,5 jours**
3. Compte rendu analytique de l'atelier accompagné, comprenant les problématiques, pistes de projets, acteurs et perspectives de coopération	Après le séminaire, selon le calendrier convenu au plus tard le 10 décembre. **T0+ 6,5 jours**
4. Participation à une réunion collective de débriefing et de restitution	À l'issue de la mission **T0+7 jours**

3) Coordination

Les deux interlocuteurs pour la mise en œuvre du projet sont :

Olivier Sublard, Responsable de programme Capital Humain et Développement Social
Sarra El Idrissi, Coordinatrice technique du projet Recherche Maroc

Une réunion de lancement se tiendra 7 jours après la notification du contrat.

Une coordination étroite avec les équipes siège d'Expertise France devra impérativement être mise en place dès la préparation des missions et jusqu'à leur finalisation. Une coordination étroite sera assurée par la coordinatrice technique entre les experts.e.s mobilisé.e.s afin de garantir la cohérence des interventions et des approches méthodologiques.

IV. Lieu, Durée et Modalités d'exécution

La prestation est fixée à **7 jours,** répartis comme suit :

Phase	Nombre de jours
Préparation scientifique, méthodologique et réunions de coordination	2,5
Participation au séminaire national	2
Capitalisation, rédaction et restitution	2,5
Total	7

Les activités de préparation et de capitalisation pourront être réalisées à distance. La participation au séminaire national est prévue en présentiel à Rabat, les 13 et 14 novembre 2026. **Les frais de déplacement et d'hébergement liés à la participation au séminaire seront pris en charge séparément par Expertise France, selon les modalités applicables, et ne devront pas être intégrés à l'offre financière relative aux honoraires d'expertise.**

Le contrat, quelle que soit la date de notification et d'entrée en vigueur, arrivera à échéance le 20 décembre 2026.

V. Expertise et profil demandés

1) Qualifications

- Diplôme supérieur dans une discipline pertinente au regard du champ thématique concerné ; un doctorat constitue un atout.
- Expertise scientifique et/ou professionnelle confirmée dans l'un des domaines identifiés.
- Bonne connaissance du contexte marocain, des dynamiques territoriales et des enjeux de politiques publiques.

2) Expérience professionnelle

- Expérience significative dans la conduite de recherches ou de projets associant recherche et société civile.
- Expérience dans l'animation de débats scientifiques, d'ateliers multi-acteurs ou de démarches participatives.
- Expérience dans l'accompagnement de projets partenariaux ou de recherche-action participative.
- Connaissance des enjeux de production, de diffusion et de mobilisation des connaissances dans l'action publique.

3) Compétences techniques

- Capacité à articuler analyse scientifique, enjeux sectoriels et politiques publiques.
- Maîtrise des approches participatives et des méthodes de facilitation.
- Aptitude à dialoguer avec des acteurs issus de milieux scientifiques, associatifs et institutionnels.
- Excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction en français.
- La maîtrise de l'arabe est nécessaire.

VI. Informations pratiques

Les chercheurs.e.s experts intéressées sont invitées à transmettre :

1. Un CV actualisé, mettant en évidence les expériences et travaux pertinents au regard du champ thématique concerné.

2. Une proposition de note de cadrage scientifique de deux pages, comprenant :

- Une mise en perspective des principaux enjeux du champ thématique pressenti, notamment sous l'angle de la production et de la mobilisation des connaissances.
- Les principales problématiques de recherche et leur articulation avec les politiques publiques.
- Des pistes de questionnement susceptibles de nourrir les échanges et les démarches de co-construction.
- Références bibliographiques de travaux pertinents en lien avec la thématique dans le contexte marocain et/ou international.

Cette note constitue une proposition de contribution scientifique et non un programme d'atelier définitif. Le cadrage méthodologique des ateliers sera précisé collectivement avec l'équipe du projet.

3. Une offre financière, précisant le montant des honoraires proposés pour les sept jours d'expertise.

Les frais de déplacement et d'hébergement seront pris en charge séparément et ne devront pas être inclus dans cette offre.

Date limite de transmission des candidatures : le 01 novembre 2026.

Les candidatures devront être envoyé à l'adresse Email : hajar.benajma@expertisefrance.fr

Les candidatures seront examinées au regard de la pertinence de l'expertise thématique, des qualifications et expériences du candidat, de la qualité de la note de cadrage scientifique et de la cohérence de l'offre financière.

Expertise France se réserve le droit de clôturer l'appel à candidatures de manière anticipée, dès lors que les profils d'expertise recherchés auront été identifiés et sélectionnés.